

Classement de l'article | 6 janv. 2011 | L'Express Ottawa

Vers les élections provinciales

Si 2010 a été marquée par les hausses des tarifs d'électricité et l'instauration de la taxe de vente harmonisée (TVH), les élections seront assurément le fait saillant de 2011 sur la scène provinciale.



Phil McNeely croit que son parti doit mettre de l'avant le thème de l'éducation pour la prochaine campagne électorale.

Récemment, Dalton McGuinty, le 24^e premier ministre de l'histoire de l'Ontario, a annoncé publiquement son intention de briguer un troisième mandat. S'il gagne, il sera le premier depuis le progressiste-conservateur Bill Davis (1971-1985) à réussir l'exploit d'amener son parti au pouvoir pour trois mandats consécutifs.

Par contre, 2010 aura donné des munitions aux adversaires des libéraux, particulièrement aux progressistes-conservateurs, adversaires principaux de l'équipe de McGuinty. Les progressistes-conservateurs rencontrés par L'Express d'Ottawa disent avoir senti la grogne populaire lors de leur porte-à-porte, surtout au sujet des hausses des tarifs d'énergie et de l'arrivée de la taxe de vente harmonisée (TVH).

«Pour ce qui est de l'énergie, on veut donner le choix à la population d'avoir un compteur intelligent ou un traditionnel, dit Marilissa Gosselin, qui sera candidate progressiste-conservateur dans Glengarry-PrescottRussell. Il faut s'assurer que la politique énergétique soit établie en fonction de l'économie, et

non du social.»

Selon la candidate, l'Ontario n'a pas les moyens des ambitions de McGuinty en matière de subventions dans l'énergie solaire. Par contre, un gouvernement conservateur n'annulerait pas ce qui a déjà été fait dans ce domaine.

Au niveau des finances publiques, un gouvernement conservateur s'engagera à étudier d'éventuelles réductions de taxes ou d'impôt.

Problème de communication

Selon l'actuel député de Glengarry-PrescottRussell, le libéral Jean-Marc Lalonde, l'année difficile vécue par les libéraux s'explique en grande partie par un problème de communication entre le gouvernement et sa population.

Le politicien, qui a tenu 25 rencontres publiques sur la TVH, dit qu'une seule personne était «fâchée» à la sortie de ses rencontres, ce qui lui indique que la communication a été au coeur du problème de ces enjeux impopulaires. Les problèmes de communication seront d'ailleurs à l'ordre du jour lors d'une rencontre des députés libéraux qui se tiendra le 4 février.

De son côté, le député libéral d'OttawaOrléans, Phil McNeely, n'a pas voulu pointer du doigt la communication pour expliquer cette année difficile pour son équipe. Il parle plus de 2010 comme d'une année de relance, alors que l'Ontario a regagné 87% des emplois perdus lors de la récession.

«La Chine, la hausse du dollar canadien et la récession ont changé la donne», soutient M. McNeely afin d'expliquer les difficultés économiques de l'Ontario lors de la dernière année.

Selon ce dernier, les libéraux devront mettre l'accent sur l'éducation lors de la prochaine campagne électorale, rappelant du même coup les bonnes performances des étudiants ontariens lors des derniers examens du ministère.

Reviendra, reviendra pas?

Dans la région, il est encore tôt pour parler des forces en présence. Le député d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur, a annoncé à la fin de l'automne son intention de se présenter lors des prochaines élections. Par contre, M. McNeely et M. Lalonde disent ne pas avoir pris leur décision à ce sujet.

Jean-Marc Lalonde, qui représente son comté au provincial depuis 1995, évalue à 70% ses chances de ne pas demander à ses électeurs un autre mandat. Il annoncera son choix en mars. Sa décision repose sur le bon déroulement de projets qui lui tiennent particulièrement à coeur, comme l'élargissement et l'amélioration de la route 17/174.



Pour ce qui est de Phil McNeely, ses vacances qu'il prend actuellement lui permettront de réfléchir à son avenir politique.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 janvier 2011 | Le Droit | PIERREPIERREGINGRAS GINGRAS LaLaPresse Presse MONTRÉAL —

Ces oiseaux qui tombent du ciel

Les hypothèses divergent sur les mystérieux incidents

On se perd toujours en conjectures sur les causes qui sont à l'origine de la « pluie » d'oiseaux survenue dans la nuit du Nouvel An dans la petite ville de Beebe, en Arkansas.



De 2000 à 5000 oiseaux, surtout des carouges à épaulettes mais aussi quelques étourneaux sansonnets et des quiscales bronzés, ont été trouvés à l'aube sur des pelouses, dans les rues et sur des trottoirs de la municipalité de 5000 habitants. La situation est d'autant plus curieuse que deux autres incidents semblables, mais de moindre envergure, se sont produits mardi dans deux autres États, la Louisiane, plus au sud, et le Kentucky, au nord-est de l'Arkansas.

Selon les autorités de Beebe, le bruit provoqué par des feux d'artifice au cours de la nuit aurait pu effaroucher les oiseaux qui, désorientés, se seraient heurtés mortellement aux branches ou encore aux murs des maisons. Toutefois, selon les premières constatations, il semble que les oiseaux étaient déjà morts avant leur impact sur le sol.

John Fitzpatrick, responsable du Laboratoire d'ornithologie de l'Université Cornell, institution de réputation internationale, a soutenu au cours de nombreuses entrevues hier que c'était probablement le mauvais temps qui avait été en cause.

Selon lui, au cours de la nuit, un groupe d'oiseaux séjournant dans un dortoir a probablement été aspiré par un orage. Détrempés, ils auraient alors subi un choc thermique mortel en raison des températures très froides en altitude pour ensuite tomber sur le sol. En pareil cas, la mort peut survenir en quelques minutes.

Les conditions météorologiques étaient effectivement très mauvaises dans la région le 31 décembre. Des vents ascendants puissants, notamment lors d'une tornade, auraient pu tuer les carouges et les transporter à plusieurs kilomètres de leur dortoir.

On ignore aussi les causes des « pluies » d'oiseaux survenues en Louisiane et au Kentucky.

Plusieurs experts québécois que La Presse a consultés se sont montrés étonnés par ces incidents sur une très courte période, mais la plupart favorisent d'abord des causes météorologiques.

Un oiseau grégaire

La mort d'un si grand nombre d'oiseaux s'explique par ailleurs par les habitudes grégaires du

carouge à épaulettes, habituellement considéré comme l'espèce la plus abondante en Amérique du Nord avec des effectifs qui dépasseraient les 200 millions d'individus. Le carouge niche de l'Alaska à l'Amérique centrale, mais la plupart des populations, notamment dans le Nord, sont migratrices et vont hiverner dans les États du sud des États-Unis.

Exception faite de la période de reproduction, le carouge est très grégaire et passe la nuit dans des arbres qui réunissent souvent des milliers d'oiseaux. Dans le Sud, en raison de la concentration sur les aires d'hivernage, ces dortoirs peuvent compter des dizaines sinon des centaines de milliers d'individus auxquels se joignent souvent d'autres espèces. L'impact d'une tornade, par exemple, peut être considérable.

Rappelons aussi que le carouge à épaulettes est considéré comme une vraie plaie par les producteurs de maïs et qu'on tente souvent de s'en débarrasser par tous les moyens. Dans la région de Montréal, plusieurs grands champs de maïs sont équipés de canons spéciaux en vue de les effrayer par des détonations.

Une pluie d'oies des neiges

La vie d'un oiseau n'est pas de tout repos. Prédateurs, maladies, disparitions d'habitats, pollution : autant de facteurs qui ont une influence majeure sur le taux de survie des oiseaux. Par contre, les cas de mortalité massive sont la plupart du temps attribuables à des phénomènes météorologiques.

Dans son ouvrage *The Audubon Society Encyclopedia of North American Bird*, l'auteur John K. Terres rapporte de nombreux cas de désastres attribuables aux conditions météorologiques. Il signale notamment celui d'une grande volée d'oies des neiges qui a été frappée par un éclair qui a tué du même coup une cinquantaine d'oiseaux.

La grêle a déjà aussi tué des milliers d'oiseaux au cours d'un seul orage. Dans les années 50, en Alberta, plus de 150 000 canards, oies ainsi que leurs petits ont été tués au cours d'une tempête, sans compter des milliers d'oiseaux chanteurs qui n'ont pu être dénombrés. Les coups de froid, les orages violents, les grands vents perçoivent régulièrement un lourd tribut parmi les oiseaux. Terres mentionne notamment une tempête de neige fondante survenue lors de la migration printanière du plectrophane lapon dans l'Iowa et le Minnesota. On estime que des millions d'oiseaux sont morts. Sur deux lacs gelés, on a alors trouvé pas moins de 750 000 carcasses de plectrophanes.

Les ouragans et les tornades font aussi des ravages. Dans le golfe du Mexique, la période des ouragans survient habituellement en pleine période de migration d'automne. Il est fréquent que les oiseaux soient tués par la force des vents ou encore détournés vers une destination dont ils ne pourront revenir vivants en raison de la distance. Il y a quelques années, des dizaines de milliers d'hirondelles et de martinets ramoneurs ont été repoussés vers le nord par un ouragan, aussi loin qu'à Terre-Neuve au mois de novembre, ce qui a condamné du même coup tous ces oiseaux.



Les périodes de froid printanières peuvent aussi avoir un impact considérable sur les oiseaux insectivores. Surpris par plusieurs jours consécutifs de temps frais au moment de leur arrivée sur leur territoire de reproduction au printemps, une foule d'oiseaux, notamment des hirondelles, vont mourir de faim faute d'insectes à se mettre dans le bec. Au point parfois de provoquer d'importantes chutes de population.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 janvier 2011 | Le Droit | LeDroit

Des informations vulgarisées sur le Web

Le Programme d'appui aux langues officielles (PADL) vient de lancer son nouveau site Web.

Avec une mise en page simplifiée, le site du PADL permet de consulter de l'information concernant les droits linguistiques constitutionnels et le processus de demande de financement du programme.

Selon la directrice du programme, Geneviève Boudreau, le remaniement du site permettra de clarifier l'information juridique qui peut être complexe, et permettre que le processus de demande de financement soit facile à suivre et à comprendre.

« Le nouveau site nous permettra de démystifier les droits linguistiques constitutionnels pour les communautés de langue officielle au Canada » a indiqué la directrice du PADL.

Les internautes pourront désormais consulter des renseignements vulgarisés sur les droits linguistiques constitutionnels sous forme de publications, nouvelles, blogues, et bientôt sous forme de clips audio et vidéo.

Le PADL se retrouve également sur le réseau social Twitter et sur le fil RSS. L'adresse du site est www.padl-lrsp.uottawa.ca.

Au cours de l'année 2009-2010, première année d'existence du PADL — qui a remplacé le Programme de contestation judiciaire aboli par le gouvernement Harper — 19 demandes de financement avaient été acceptées par le comité d'experts. Une seule des 20 demandes reçues avait été alors rejetée.



Financé par Patrimoine canadien, le PADL est géré par l'Université d'Ottawa avec un budget annuel de 1,5 million \$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 janvier 2011 | Le Droit | PIERRE JURY pjury@ledroit.com

Gaz de schiste : être aux aguets

La divulgation d'informations quant à des fuites émanant des puits de gaz de schiste a de quoi inquiéter au plus haut point.



Quoiqu'en dise l'Association pétrolière et gazière du Québec, qui considère des fuites comme sans conséquence puisqu'il n'y a eu aucune « conséquence ni de fuite majeure ». Au contraire, ces fuites, compilées dans un rapport réalisé pour le Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE), devraient rallumer tous les signaux d'alarme qui ont fait vibrer le Québec l'automne dernier. Une partie de la grogne contre cette « nouvelle » industrie potentielle dans la Belle Province s'est même matérialisée dans une pétition de quelque 120 000 noms, à la date de fermeture du registre, hier, réclamant un moratoire sur toute activité de prospection. Cet appel à un moratoire devrait reprendre de plus belle, à la lumière du plus récent rapport au BAPE, et le gouvernement de Jean Charest devrait y songer sérieusement.

Les puits sous examen présentement ne servent qu'à des fins « exploratoires » pour le moment. L'industrie tente encore d'évaluer si le potentiel de gaz de schiste qui est contenu dans le sous-sol du Québec est en quantité suffisante pour justifier une exploitation à grande échelle. Pour le moment, ces puits sont à peu près tous concentrés dans un corridor de quelque 150 km sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, entre Saint-Hyacinthe et Québec.

Le potentiel énergétique et industriel du gaz de schiste est comme tombé sur la tête de la population, à la fin de l'été 2010. Sauf quelques spécialistes, personne n'avait vu venir cette industrie... ni tout le débat acrimonieux qui a suivi. Les consultations publiques qui ont suivi ont presque unanimement terminé en un tonnerre de soupçons de la part de citoyens qui apprenaient par exemple avec stupéfaction que le sous-sol de leurs propriétés appartenait à l'état québécois qui, dans bien des cas, avait concédé des droits d'exploration à des entreprises comme Talisman Energy.

Dans le contexte explosif des derniers mois, on aurait pu croire que les sociétés exploratrices auraient tout fait pour s'assurer que les premiers travaux dans les puits en sol québécois soient réalisés de façon impeccable et irréprochable afin de ne pas prêter le flanc à quelque critique que ce soit. C'est toute la réputation de l'industrie qui est en jeu.

Pourtant, ce n'est pas ce qui est arrivé.

Des examens sur 31 puits inspectés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune ont démontré que 19 laissaient échapper des émanations de gaz naturel. Les problèmes sont variés, touchant parfois les coffrages, les bassins de rétention, etc. Les problèmes sont répartis sur tout le territoire d'exploration. Les problèmes sont survenus dans les puits de plusieurs exploitants, pas qu'un seul. Ceci porte à croire que peu importe la société exploratrice, peu importent les régions ou les étapes de récolte, la captation du gaz de schiste du sous-sol québécois peu donner lieu à une série de pépins. La méfiance de la population n'a aujourd'hui aucune raison de s'étioler. Au contraire.

Le gouvernement Charest devait espérer que 2011 soit ponctué de bonnes nouvelles parce qu'il a suffisamment été éprouvé en 2009 et 2010. Si le Parti libéral veut être réélu en 2012, il doit cesser de se créer des ennuis en cafouillant... et même espérer que des problèmes se règlent d'eux-mêmes, comme celui de l'exploration du gaz de schiste. Le gouvernement Charest a besoin d'annoncer une diversification de son économie, particulièrement hors des grands centres. Comme dans le corridor Saint-Hyacinthe-Québec où des industries traditionnelles (agriculture, mines d'amiante, etc.) ont connu leur lot de problèmes.



En cafouillant ses opérations d'exploration de gaz de schiste, l'industrie gazière qui tente de faire une percée dans l'est du pays est en train de fragiliser le peu d'appuis dont elle peut jouir au Québec. Bref, ce rapport à l'intention du BAPE pourrait bien s'avérer fort dommageable. De là à forcer la main du gouvernement vers un moratoire ? Pas encore, mais la population a toutes les raisons d'être aux aguets, aujourd'hui autant qu'hier et demain.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 janvier 2011 | Le Droit | Gilles Lepage, Gatineau Louis Aubry, Rockland Robert Blais, Gatineau Jean Mohsen Fahmy, Orléans Pierre P. Sicard, Gatineau Diane Robillard, Gatineau Isidore Dugas, Orléans

Quelle devrait être la vitesse limite sur l'avenue King Edward ?

Histoires de banques et de « banks »

L'affront de la « Laurentian Bank » envers les Franco-Ontariens que dénonce le correspondant Jacques Dufault (« La Laurentian Bank », LeDroit, 4 janvier) n'a d'égal que l'affront dont une autre banque est coupable envers les Canadiens-français du Comté de Russell, qui sont majoritaires à raison de 68 % selon le Recensement 2006. Quand la banque retourne votre appel, l'afficheur vous annonce que c'est la « National Bank » qui retourne votre appel. Cette banque, déjà connue sous la raison sociale Banque Canadienne Nationale, a laissé tomber toute allusion au Canada depuis la Révolution tranquille. Dans sa réclame, sur les ondes de Radio-Canada, cette banque s'affiche comme « la Première banque au Québec », donnant l'impression que c'est du Québec qu'elle détient sa Charte et non de la Banque du Canada.



PHOTO DE COURTOISIE

Pendant ce temps, la « National Bank » à Toronto nous traite comme si nous étions tous des anglophones. À Rockland, l'affichage en anglais a priorité. Cet état de chose est frappant quand on le compare à la Caisse Populaire Trillium à Rockland qui affiche en français seulement.

Avant que des clients la dénoncent, on ne pouvait trouver la Banque Nationale du Canada dans le bottin téléphonique ; c'était la « National Bank of Canada ». À la ministre Yolande James, Quand je suis passé à l'hôpital cette semaine et que j'ai vu sortir une infirmière voilée, j'ai tout de suite pensé à vous. Limiter, amoindrir, camoufler, dissimuler, encadrer, les manifestations religieuses dans les garderies subventionnées (« L'enseignement religieux sorti des CPE », LeDroit, 18 décembre), c'est tout simplement dire aux chrétiens de se la fermer pour apaiser les autres. Aurai-je le choix quand je serai malade de ne pas me faire soigner par cette infirmière qui célèbre trop pour moi ? La laïcité et les symboles religieux, c'est pour tout le monde. Les hôpitaux aussi sont subventionnés. À Pierre Bergeron, Merci de votre éditorial « Le c a l e n d r i e r d u f a n a t i s m e » (LeDroit, 3 janvier) sur l'attentat perpétré contre des Égyptiens chrétiens. La discrimination, et même la persécution ouverte contre des chrétiens, dans de nombreux pays du monde, est maintenant solidement documentée. Pourtant, cela est accueilli avec une quasi-totale indifférence. Une

La Banque Nationale est un élément d'assimilation. Faut-il rappeler aux dirigeants à Toronto que l'on vit en français en Ontario aussi ? C'est majoritairement, par surcroît, dans les Comtés de Prescott et de Russell.

Il n'y a aucun avantage à nous lancer des roches entre Québécois et Franco-Ontariens dans la défense de nos revendications linguistiques.

Au correspondant Jacques Duf a u l t (« La Laurentian Bank », LeDroit, 4 janvier), je dis qu'il faut faire la distinction entre une institution financière délinquante et la population du Québec en général.

Une majorité de Québécois, j' en suis sûr, n'approuvent pas la décision de la Banque Laurentienne de s'afficher en anglais seulement à Orléans, pas plus qu'ils n'approuvent Costco dans sa décision controversée de s'afficher « Wholesale » à Gatineau et « Entrepôt » ailleurs au Québec. Aucun moyen de pression n'a encore convaincu « Sleep Country » de donner à son commerce de Gatineau le nom français « Dormezvous » qu'on lui connaît ailleurs au Québec. Même la loi 101 n'y peut rien. des raisons en est peut-être le discrédit dans lequel le christianisme se trouve aujourd'hui, notamment au Québec. Notre société s'enflamme régulièrement pour des causes qu'elle estime justes. Nous avons collectivement appuyé le Dalailama et la cause des Tibétains, nous nous sommes dressés aux côtés des Sud-Africains contre l'apartheid, nous avons protesté contre la lapidation. Si nous prenons conscience de l'inhumanité de ces persécutions antichrétiennes, en Égypte, en Irak ou ailleurs, peut-être alors que leurs dirigeants réagiront et rétabliront les droits humains de leurs minorités chrétiennes. Alors que les médias n'en finissent plus de débusquer des brebis galeuses pédophiles, je voudrais rendre hommage aux Frères de l'Instruction Chrétienne (FIC) qui m'ont guidé à l'école St-Charles-Garnier ainsi qu'à l'École supérieure Saint-Stanislas à Montréal, sans jamais, d'aucune façon, faire preuve de conduite déplacée à mon endroit. J'ai eu le privilège de faire partie de la manécanterie des Petits Chanteurs de la Madone sous la direction du frère Jean-Louis. Les FIC m'ont inculqué le goût de la belle musique ainsi que la discipline nécessaire pour bien la rendre. Je n'ai jamais oublié la musique des messes de Noël de Mgr Refice, chantées en grégorien. Encore aujourd'hui, près de 60 ans plus tard, j'en garde toujours un souvenir émouvant. Les FIC m'ont initié à l'art oratoire. Dans le cadre d'une campagne pour la construction du Centre Immaculée-Conception pilotée par le père Marcel Marie de La Sablonnière, je prononce mon premier discours au nom des jeunes de la paroisse. Un religieux m'a été assigné pour m'aider à peaufiner mon texte, parfaire ma diction et acquérir une expression corporelle adaptée aux circonstances. Et quelques années plus tard à Saint-Stanislas encore. Cette formation m'a bien servi tout au long de ma carrière dans le secteur public. À tous ces religieux qui m'ont accompagné, je veux témoigner publiquement de ma reconnaissance. Je leur dois bien cela. À Mario Harel, Service de police de Gatineau, Le 9 décembre dernier, un terrible accident arriva à ma peti-

VITESSE À L'APPROCHE DU PONT te-fille Sarah, dans la cour de l'école Massé. Durant cette dure épreuve, j'étais seule, mon conjoint étant à Montréal et les parents de Sarah, en vacances. Mais en réalité, je n'étais pas seule, car de purs étrangers me furent d'un secours extraordinaire. Ces étrangers sont trois de vos employés. Sans eux, sans leur humanité, je vous assure que cette tragédie aurait été insoutenable. L'agent Mathieu Thibeault, l'agent Josée Bouchard et l'agent Migael Beaupré sont admirables, et j'aimerais, par la présente, que vous leur acheminiez toute ma gratitude. Lise Dion est une humaniste qui nous partage la vraie nature de l'être humain sous une forme d'humour tellement simple qu'elle a su tous nous séduire. Invitée à l'émission Deux filles le matin, Lise Dion a parlé de suicide, de sa tentative de suicide. Ses paroles me touchent. Elle fait comprendre l'importance d'être à l'écoute. Parfois, il suffit d'un mot pour aider quelqu'un à mettre leur souffrance et solitude sur la glace.

La vie nous réserve tellement de belles surprises, dit-elle. Si j'avais été assis sur une chaise quelques minutes avant ma tentative de suicide, et que j'aurais vu ce que la vie me réservait comme abondance, j'aurais jamais pensé un seul instant de débarrasser la terre de ma personne. Merci à celle qui m'a aidé à me retrouver. Je bénis cette amie à tous les jours car j'avais juste besoin d'un peu de lumière à ce moment-là. Son écoute et quelques mots ont fait le chemin dans mon esprit. Merci, mon Dieu ! Lise Dion fait partie de l'organisation pour les gens en détresse.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 janvier 2011 | Le Droit | PATRICK DUQUETTE pduquette@ledroit.com

Le conseiller Riel veut faire la guerre au styromousse

Au lieu d'emballer la viande et les légumes dans de polluants contenants de styromousse, le conseiller Alain Riel propose aux supermarchés de Gatineau d'utiliser du carton. Séduisante à première vue, l'idée ne convainc pas un boucher d'expérience consulté par LeDroit.

Depuis l'an dernier, même le carton souillé est recyclable à Gatineau. Il fait partie des matières acceptées dans les nouveaux bacs bruns de compostage. D'où l'idée d'Alain Riel, le responsable des dossiers environnementaux au conseil municipal. Pourquoi ne pas utiliser du carton au lieu du styromousse pour emballer viande et légumes ?

« Avec l'arrivée de la collecte de compostage, la porte est toute grande ouverte pour faire la guerre aux barquettes de styromousse utilisées pour la viande et la vente de légumes. Avant on ne pouvait pas recycler le carton souillé. Maintenant, il est accepté. On en veut et on en a besoin dans le compostage. Je trouve qu'on a une opportunité en or de faire la vie dure aux barquettes en styromousse. »

Aussi appelé polystyrène expansé, le styromousse n'est pas recyclable au Québec. Aux yeux d'Alain Riel, la guerre au styromousse apparaît comme une suite logique du combat mené contre l'utilisation des sacs en plastique dans les épicerie. Il prône d'ailleurs une approche similaire pour convaincre les commerçants d'embarquer. La Ville de Gatineau n'a aucun moyen légal de forcer la main des grandes chaînes d'alimentation.

« Ça devra se faire sur une base volontaire et de bonne foi. Je prévois rencontrer d'ici peu certains commerçants du secteur pour en faire la proposition. La chose pourrait faire boule de neige et, qui sait, faire le tour du Québec. Il est permis de rêver ! »

M. Riel pense que les consommateurs pourraient être séduits par un retour aux sources. « Dans mon temps, c'était un carton vert sur lequel on déposait la viande et les légumes. À la limite, si on mettait un petit tampon sous la viande, pour absorber les surplus, ça me gênerait moins qu'une barquette en styromousse. Celles-ci restent de 24 à 48 heures sur la tablette. On arrive chez nous, on enlève les légumes, on fait cuire la viande et, hop, dans les poubelles. C'est un non-sens. »

Scepticisme

Sur le terrain, l'idée de M. Riel soulève un certain scepticisme. Un retour au carton est peut-être envisageable pour les légumes, dit-on. Mais certainement pas pour la viande.

Denis Champagne travaille depuis 35 ans dans la viande. Boucher au marché Laflamme d'Aylmer, il doute que les supermarchés puissent utiliser du carton pour emballer de la viande. « À mon avis, ce n'est pas faisable. Contrairement au styromousse, le carton va s'imbiber de sang. Ça risque de produire de mauvaises odeurs, peut-être aussi des bactéries. Sans compter que le carton, ce n'est pas enveloppable », raconte-t-il.

Même si elles n'ont l'air de rien, les barquettes de styromousse sont conçues exprès pour l'emballage de la viande. « Elles sont faites pour empêcher la viande de changer de couleur, raconte Denis Champagne. Même le plastique de l'emballage est traité pour que la viande ne devienne pas verte. C'est de valeur à dire, le styromousse ne va pas au recyclage. Mais ici, à l'épicerie, c'est peut-être bien la seule matière qu'on ne recycle pas. »

Encore utilisé dans les petites boucheries, le papier brun ciré n'est pas non plus une solution de rechange envisageable, dit M. Champagne. Entre autre, parce que la clientèle des supermarchés a besoin de voir le produit avant de l'acheter. « Et puis dans mon jeune temps, on était six enfants dans la famille, c'était de gros rôtis qu'on commandait. Ça valait la peine de commander au comptoir et d'emballer la viande. Aujourd'hui, on a de petites familles, qui commandent de petites quantités de viande. Au comptoir ouvert, ça peut être long ! »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 janvier 2011 | Le Droit | LOUIS-DENIS EBACHER ldebacher@ledroit.com | Avec Agence France-Presse

Mesures de sécurité relevées dans les églises

La communauté chrétienne copte d'Ottawa tentera de célébrer la veille du Noël orthodoxe « comme à l'habitude », malgré les mesures de sécurité relevées dans ses églises, à la suite de l'attentat qui a fait 21 morts en Égypte, le 1er janvier dernier.



L'attentat à la bombe survenu à Alexandrie, en Égypte, a des répercussions au Canada et dans la capitale fédérale. Hier, des fidèles de l'église copte orthodoxe St-George et St-Anthony, sur le chemin Cadboro, à Ottawa, ont tenu une célébration pour honorer la mémoire des leurs, disparus le 1er janvier.

L'attentat a frappé la communauté chrétienne égyptienne, la plus importante du Moyen-Orient. L'explosion s'est produite vers minuit et demi alors que des fidèles sortaient de l'église des Saints (al-Qiddissine), à Alexandrie. L'attaque à la voiture piégée a fait 79 blessés, en plus de tuer 21 personnes.

« Nous avons des parents et des amis qui sont originaire de cette région, et qui sont déjà passés par cette église », affirme le prêtre copte d'Ottawa, Mikhail Fam.

« Nous sommes au courant des mesures de sécurité relevées, mais nous tenterons de célébrer la veille de Noël comme à l'habitude », ajoute-t-il.

Mesures de sécurité

L'Association copte canadienne (ACC) a indiqué en début de semaine qu'elle resserrerait les mesures de sécurité autour de ses deux églises d'Ottawa et de la douzaine d'autres ailleurs au pays.

« Seules les personnes connues dans la communauté pourront entrer, a indiqué Sherif Mansour, porte-parole de l'Association copte canadienne. Nous allons embaucher des gardes privés pour sécuriser les lieux et les forces de police locales et la Gendarmerie royale du Canada vont patrouiller dans les environs ».

Il s'agit d'une première en matière de sécurité, selon les responsables de l'Église orthodoxe au Canada.



Ailleurs à Ottawa, les fidèles coptes se réuniront sur le chemin Canfield, en l'église St-Mary.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 6 Jan 2011 | Ottawa Citizen | POSTMEDIA NEWS

'If children come to this school, the Taliban will come at night'

Militants have a grip on this Afghan village, making residents think twice about working with coalition forces, writes DOUG SCHMIDT.

'Who doesn't want their children to be engineers or educated? I agree with what you are doing, but when the Taliban threaten us and beat us, we can't help.'
AFGHAN VILLAGER

' Here's the truth: The Taliban won't let us work for you. The Taliban won't let our children go to school.'



DOUG SCHMIDT, POSTMEDIA NEWS

With just the finishing touches left, a Canadian-funded school in Salavat, Afghanistan, until recently a Taliban safe haven, awaits Afghan children despite elders' worries the militants will not allow them to attend.

The blunt truth, spat out by a wrinkled and sunburnt elder who recently came close to being hanged outside his home by the militants, is coaxed out only after the area's tough-talking new Afghan army

commander starts to lose patience with a group of representatives of a village where militants still hold sway. In a country thirsting for education and starving for jobs, the village of Salavat is being offered both in abundance — but there are no takers here.

"If our children come to this school, the Taliban will come at night," said the villager, one of five brave old men who answered an invitation to a shura, or meeting, at the school. It's been renovated using Canadian dollars after it was shot up and closed down by the Taliban several years ago.

The area was militarily "cleared" of insurgents by Canadian, Afghan and U. S. soldiers in the summer and fall, but the next stage of winning local hearts and minds is another story. The whitewashed new school stands empty. Coalition forces put out word there are jobs for everyone — especially for targeted "fighting-age males" — but the only work being done is with contractors brought in from elsewhere.

There have been night letters on doors, threats posted at mosques and beatings from the Taliban, who, until recently, owned this place and have no intention of giving it up.

Get paid for government work, say the elders, and the insurgents come to your door to collect those wages.

"Who doesn't want their children to be engineers or educated? I agree with what you are doing, but when the Taliban threaten us and beat us, we can't help," said one of the villagers, who all sat cross-legged on giant pillows set up in the school's still-unused playground.

The malik, or village leader, doesn't attend these shuras since a Taliban shadow court last year sentenced him to a whipping after he was spotted meeting and smiling with coalition soldiers. Two previous Salavat maliks have been killed over the past several years by the Taliban.

A grand opening for the school had been planned for late-December, but the elders petitioned the district governor to cancel the event for fear of a violent backlash by the insurgents.

One of the elders at this gathering this week said he was once kidnapped by the Taliban, while another said it was only the intervention of village leaders that halted his hanging in a public square.

The fears are real, but with a troop surge clamping down hard on Taliban activities in their former homeland and ever-increasing numbers of Afghan national forces being deployed, coalition leaders say the momentum has shifted. Foreign governments, meanwhile, are setting deadlines for their troops' withdrawal, and the generals and political leaders are losing patience with all the caution being shown in places like Salavat.

Afghan government and coalition leaders point out that villages that stand united against the Taliban appear to be keeping the insurgents at bay and are busy cashing in on development opportunities. They also argue that the fears expressed by those in Salavat may come from the fact the Taliban live among them and are their own sons and nephews.

"It's time for the people of Salavat to stand up and talk security with the ANA (Afghan National Army); it's for your future," Capt. Nick Paquet told the shura.

Paquet is the leader of a civil military co-operation team attached to the nearby Canadian-led forward operating base in Folang. Roads, wells, irrigation systems and clinics are being built or upgraded across the region — but not here.

"If the Taliban are bothering you, talk to us; according to Islam, we will serve you," said Capt. Sayed Habib, the area's no-nonsense ANA commander, just days into his new assignment. "If you are not telling us, it's not my problem."

Last week, Habib led an Afghan National Army team on a successful operation into another Panjwahi village held by Taliban bombmakers.

"If we can win right here, we can win everywhere — this is the toughest nut to crack," said Don Rector, research manager with Task Force Kandahar's "human-terrain team," of the Salavat area.

A U. S. army civilian employee and former field commander, Rector has more than six years of experience working closely with the Afghans, studying their culture and customs and seeing what works. His is just one of many special units being thrown at the problem of Salavat by the top coalition command.

That effort also includes psy-ops teams, civil military co-operation team engineers and special forces.

"This is my priority area," Brig.-Gen. Dean Milner, commander of Task Force Kandahar, said on a visit to FOB Folang this week. "I want to do a lot of things for these people. I've got money, and I feel we're that close," he added, showing a tiny gap between thumb and forefinger.

The elders rise from the shura and say they'll speak to the residents, but the Canadians aren't hopeful of that, particularly given suspicions one or more are Taliban sympathizers themselves.

Maj. Christian Marquis, commanding officer of the Van Doo battle group's C Company, headquartered at Folang, said there are fears the malik and village leaders are — at best — trying to

play both sides.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 6 Jan 2011 | Ottawa Citizen | RANDALL DENLEY

Teacher pay plan merits debate

Have you ever heard anything crazier than this? A guy called Kevin Falcon, who is running for the B.C. Liberal leadership, has suggested that people who are really good at their jobs should get paid more than those who are just average.

Needless to say, this bold assertion has caused outrage, but only because the people Falcon is talking about are teachers. The head of the teachers' federation in B.C. is appalled and the president of the Ontario Secondary School Teachers' Federation is on the same page.

Falcon has attacked one of the most cherished myths of the education industry, the contention that all teachers are equal and should be paid accordingly. If teachers are all equally skilled at their jobs, then our schools would be the first workplace to demonstrate this surprising development.



Nevertheless, the notion of equal pay for all is sacred in the teaching profession. Teachers work as a team, OSSTF president Ken Coran argues, and it wouldn't be fair to single out any one for greater financial reward.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 6 Jan 2011 | Ottawa Citizen | Contact Randall Denley at rdenley@ottawacitizen.com or 613-596-3756.

Denley: Current evaluations only 'satisfactory' or 'unsatisfactory'

Even if there were merit in merit pay, it's impossible to properly assess a teacher's performance, the teachers say. Yet other professionals such as lawyers, accountants and engineers are not all paid identical salaries. All do complex jobs, but they have bosses with the ability to compare one person's contribution to that of another. It's a fundamental task for a manager.

It happens in education, too. The provincial government mandates a review of teacher competence every five years and specifies 16 areas to be examined by the school principal.

The evaluation results only in teachers' being graded as satisfactory or unsatisfactory, but it would be an excellent basis for setting salary were it not for the fact that teachers' unions take an approach more appropriate for a shopfloor union in the middle of the 20th century. Maybe everyone standing on an assembly line should earn the same, but why should that apply to a group that considers itself a profession?

Principals are the ones best positioned to determine what a teacher is really worth, and, if we gave them the scope to run their schools the way they should, they'd be doing it instead of filling out evaluation templates from the provincial government.

Despite the "we're all equal" approach, there is already differentiated pay in education, but it is based on years of experience and degrees attained, not job performance. The premise is that teachers get better every year for a decade and should be paid to reflect that.

The union opposition to a scheme that would actually pay some teachers more is superficially puzzling, but the real fear is a merit system would replace the lax, experience-driven pay-increase system that we have now. Don't be fooled into thinking that the teachers' opposition to merit pay is driven by some kind of altruistic approach that values accomplishment over money.

Coran says he wants every teacher "to get a level of pay that allows them to live comfortably, be respected in the community and be treated as a professional." With teacher salaries topping out at over \$90,000, those goals must surely have been accomplished.

Teachers' unions and Ontario's provincial government seem inordinately concerned about the issue of respect for teachers. The belief that high pay equals respect is certainly a convenient one, but, if it were true, we'd all revere Jason Spezza. It's accomplishment that earns respect, not money.

That said, people who work hard and perform at their top of their group naturally expect to be compensated accordingly. Wouldn't you? Perhaps teachers are unique.

Newspaper editorialists have agreed with merit pay in theory, but not in practice because there is no proof that it will produce miraculous improvements in learning. Probably not, but it makes more sense than paying people more money every year for a decade simply because they continue to show up for work.

The point of merit-based pay would be to reward those who have done an exceptional job. Giving merit pay to weak teachers won't make them better, but then they wouldn't be getting it, would they?

The really big argument against merit pay for teachers is that the system is so great now we shouldn't consider changing it.

Seven years ago, Premier Dalton McGuinty promised that 75 per cent of students would meet the adequacy level as identified in the province's standardized tests. There has been some progress, but we're not there yet. It is quite a spectacle to see our school boards inch up the Everest of student achievement while pausing at every plateau to congratulate themselves.

What about the other 25 per cent of students who haven't grasped the basics the standardized testing measures? What will become of them?

Fundamental questions need to be asked about how we run our schools, but the vehement reaction to Falcon's modest proposal from teachers, unions and the public shows that we aren't ready for change.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.